UN REGARD CRITIQUE SUR LA MISSION EDUCATIVE DES RELIGIEUSES DU SACRE-CŒUR DE JESUS EN RDC A L'AUBE DU CENTENAIRE

RACHEL NGALULA TSHIMANGA
Religieuse de Sacré Cœur (Rscj)
rangalu@live.fr

0.INTRODUCTION

L'éducation est, selon la Banque Mondiale, un droit fondamental, un puissant vecteur de développement et le moyen par excellence qui peut favoriser la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé et la promotion de l'égalité des sexes[1]. Traditionnellement, cette mission est dévolue à l'Etat qui l'exerce sous le label de l'Enseignement. Toutefois, il y a lieu d'établir une différence entre l'Enseignement qui se focalise sur une transmission des connaissances spécifiques, et l'Education qui se réfère au développement intégral de l'individu.

Le système éducatif en RDC a été conçu et élaboré depuis l'époque coloniale. L'école devrait former des cadres pour continuer à assurer l'exploitation coloniale des ressources multisectorielles dont avait besoin la métropole pour faire face à ses charges et à son développement économique, industriel, technique et technologique. Le système ne formait donc que des fonctionnaires et des manœuvres, autrement dit, des collaborateurs coloniaux. Sa finalité n'était nullement de former des ingénieurs, des créateurs et des solutionneurs.

Il a connu plusieurs réformes de façade introduites de 1961 à nos jours. Dans le fond, l'enseignement dispensé en RDC demeure un ensemble de connaissances destiné à servir le marché colonial devenu mondial. D'après les statistiques de l'ESU-RDC, l'évolution des inscrits et diplômés dans les universités est croissante, le nombre augmente en moyenne de 3,7% chaque année, ce qui explique que

1. Groupe de la Banque mondiale, Comprendre la pauvreté, *www.banquemondiale.org* (mise à jour le 25 mars 2024)

le nombre d'inscrits est passé de 437 530 en 2012-2013 à 564 421 en 2019-2020 premier et deuxième cycles confondus[2].

Toutefois, si ces chiffres semblent quelque peu satisfaisants, le plan national stratégique (2021-2023) indique que le taux de chômage et de sous-emploi s'élève à 63 %. Selon le dernier sondage du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), le pourcentage des jeunes sans travail s'élevait à 78% en 2021[3]. Parlant de la faim, environ 25,6 millions de personnes sont concernées d'après le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ce, malgré les 80 millions des terres arables. Du point de vue technologique, la RDC importe tout ce qui est nécessaire pour son fonctionnement le plus élémentaire : ordinateurs, imprimantes, véhicules, avions, moteurs, motos, …

Le système éducatif, en tant qu'ensemble de moyens et de stratégies, harmonieusement mis en place et mis en œuvre, pour former les apprenants et atteindre les objectifs stratégiques que se fixe tout pays, a fait de la RDC un grand pays consommateur des produits fabriqués ailleurs. Voilà qui explique sa dépendance agroalimentaire, économique, idéologique, industrielle, intellectuelle, scientifique, technique et technologique. Il s'ensuit la fuite de ses capitaux et surtout de ses cerveaux.

Nos institutions religieuses à vocation éducative se contentent souvent du nombre de diplômés sortant de nos structures scolaires sans s'interroger ni se remettre en cause par rapport à ce que EVULU OLEKO Jean-Vladimir qualifie de « diplômolatrie ».[4] En effet, la diplômolatrie est « une pratique qui consiste à cultiver le culte des diplômes : il faut avoir un diplôme à tout prix, même si l'on n'arrive pas à le défendre. On adore le diplôme car c'est une clé dans la vie »[5].

Eu égard à ce qui précède, on peut déduire que le système éducatif en RDC ne permet pas de réduire la pauvreté ni de favoriser le développement intégral des Congolais. Il produit des résultats mitigés. Il semble incapable de générer une masse critique à la hauteur des défis actuels de la société congolaise et de la mondialisation. Car, depuis belle lurette, la RDC est minée par la guerre, l'injustice, l'incompétence des cadres, l'exclusion de la méritocratie, le tribalisme, une religiosité primaire et folklorique, la corruption, les détournements des deniers publics et surtout, par l'insuffisance d'imagination ou d'intelligence créatrice.

2. Dominique KABUYA wa KABUYA, Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur : RDC, Kinshasa, 2014.
3. Lionel BALEMBA, « Déterminants du chômage des jeunes en RDC : une analyse Empirique de 2001-2020 », in Journal of academic Finance (J.O.A.F.), (Spring 2023) n° 1 Vol. 14, pp.99-111.
4. Jean-Vladimir EVULU OLEKO, « Diplômolatrie : Cause de la baisse vertigineuse du niveau intellectuel des élèves-finalistes des écoles secondaires de la province éducationnelle du Sankuru » *in Bibliothèque Publique-Science de l'éducation*, (janvier 2021), lu sur CongoMémoire.net.
5. Jean Vladimir EVULU OLEKO, *op.,cit.*

Dans l'exercice de la mission éducative, les institutions religieuses sont des alliées sûres de l'Etat Congolais. Parmi elles, nous citons la Congrégation des Religieuses du Sacré-Cœur de Jésus (RSCJ en sigle) qui y est depuis 1927. Le programme scolaire étant édicté par les gouvernants, tous s'y conforment. Au regard des résultats, ce programme ne semble pas répondre aux défis socio-économiques, politiques, et technologiques du pays. N'est-il pas temps de repenser et de reformuler notre collaboration éducative avec l'Etat ? Devrions-nous continuer à nous contenter du statut d'exécutant ou de metteur en scène d'un scénario (programme scolaire) conçu et élaboré en notre absence, ou plutôt sans notre participation active ? Comment pourrions-nous en cerner les tenants et les aboutissants dès lors qu'on n'a pas pris part à la conception ?

Il nous semble plus pertinent d'être du côté des acteurs, des concepteurs et des créateurs d'un nouveau système éducatif qui prend en compte des analyses contextuelles de nos sociétés malmenées par nos incohérences culturelles et situationnelles, ainsi que les défis inhérents à la globalisation. Dans la mesure où le système éducatif actuel imposé par l'Etat n'a pas joué le rôle de levure qui libère un gaz lors de la cuisson afin d'élever la population, nous pensons qu'il est temps de basculer du côté de ceux qui conçoivent, élaborent et proposent des systèmes éducatifs alternatifs révolutionnaires. Il s'agit de proposer des enseignements, des appuis et des accompagnements, susceptibles de renverser les paradigmes qui ont maintenu les Congolais depuis les indépendances dans une forme d'immobilisme technique et technologique, de myopie intellectuelle et d'attentisme culturel et scientifique.

Dès lors, la question qui mériterait d'être analysée est celle de savoir si la mission éducative telle que menée par les religieuses du Sacré Cœur est suffisamment pertinente pour faire en sorte que leurs élèves puissent relever les défis actuels auxquels la RDC est confrontée. Suffit-il d'avoir ou de gérer des écoles exécutant merveilleusement le programme scolaire défini par l'Etat pour prétendre exercer la mission éducative libératrice ? A quoi sert l'école si elle ne favorise aucun changement, aucune révolution, aucune résurrection sociale ? Peut-on évaluer l'impact socio-économique, culturel, politique et technologique des écoles gérées par les RSCJ ? Pour quelles finalités concrètes travaillons-nous comme partenaires de l'Etat dans la mission éducative ? Autrement dit, quels objectifs spécifiques et mesurables poursuivons-nous dans le service éducatif aujourd'hui ?

Pour répondre à ces interrogations, hormis l'introduction et la conclusion, nous allons d'abord présenter brièvement la congrégation des RSCJ et le contexte historique de notre système éducatif ; ensuite, nous aborderons l'impact du système éducatif actuel sur notre jeunesse à la lumière de l'analyse PESTEL ; enfin, nous présenterons une analyse comparative

entre le système éducatif actuel et le système éducatif alternatif libérateur. Tout cela pour montrer la nécessité d'envisager des mécanismes éducatifs parallèles pour pouvoir redorer le blason de la mission éducative.

1. CONTEXTE

Ce point présentera de manière ramassée la congrégation des RSCJ en RDC et le Système Educatif Congolais (SEC) pour terminer par les défis de la société Congolaise actuelle.

1.1. Brève présentation de la congrégation des RSCJ en RDC

La Société des Religieuses du Sacré-Cœur de Jésus est une congrégation fondée par Madeleine Sophie Barat en 1800 en France. Elle s'engage à promouvoir la dignité humaine. Elle contribue à l'éducation par son engagement dans les établissements scolaires. Elle est arrivée en RDC en 1927, venant de la Belgique, avec comme mission au départ : la formation des jeunes filles des colons Belges (Kalina, l'actuel Gombe). Au total, elle compte 4 écoles secondaires avec 5 directions, 5 sites pour le primaire avec 7 directions et 2 écoles maternelles. Comme chefs d'établissement, on compte 5 RSCJ en secondaire, 1 en primaire et 1 en maternelle ; 5 RSCJ interviennent comme professeurs en secondaire et 3 en primaire ; les directions d'internats sont tenues par 3 RSCJ sur différents sites. Une présence significative, soit environ 33% de leur effectif. Quel est l'impact de cette présence ?

Depuis sa fondation en RDC, la congrégation est à sa nonante-huitième année d'existence, plus de 20 000 élèves déjà diplômés, certifiés et brevetés dans nos écoles (primaires et secondaires). Chaque année scolaire, plus de 8 000 élèves en moyenne sont encadrés dans nos établissements. Voilà en quoi et comment notre mission éducative a pu répondre aux problèmes socioéconomiques, culturels, politiques et technologiques qui se posent dans notre société congolaise. Il s'avère impérieux de faire une sorte d'évaluation de la mission, en l'occurrence celle de l'éducation, à l'aube du centenaire de la congrégation en RDC, pour s'assurer de la pertinence de notre présence dans le monde éducatif.

A titre illustratif, on pouvait se demander s'il y avait une différence entre un analphabète, un élève qui termine chez nous et celui qui achève ses études dans d'autres écoles, face à l'insalubrité dans leur environnement familial ou socioprofessionnel. Qu'avons-nous appris à nos apprenants pour résoudre les problèmes interconnectés de pauvreté, de maladies chroniques (malaria, paludisme/malaria, fièvre typhoïde, … ?), de dépenses insensées lors des deuils, et d'insuffisance d'épargne ? Comment se comportent nos formés face aux défis de la société (incapacité à transformer, à conserver et à exporter nos productions agro-pastorales ; incapacité à inventer des engins susceptibles de produire à une échelle industrielle ; tracasseries administratives ; corruption ; mauvaise conduite des motos et voitures ;

jardins au bord des routes ; vente des produits agro-alimentaires à même le sol et à côté des poubelles ; la trainée des poubelles ; le remplissage des canalisations d'eau et rivières avec des bouteilles en plastiques, inondations ; érosions ; …)

Ndia-Bintu Kayembe[6], a-t-il tort ou raison quand il écrit : « Depuis les années 80, l'éducation congolaise a suscité la publication d'ouvrages très critiques qui la décrivent comme une éducation hostile au développement, une éducation sans impact sur la situation socio-économique des populations, une éducation à la médiocrité… » ?

1.2. Contexte du Système Educatif Congolais (SEC)

Avant de parler du système éducatif de notre pays, il nous sied de définir « L'éducation » en général.

- **Définitions de l'éducation**

Selon l'UNESCO, l'éducation « est un droit humain fondamental et un bien public mondial qui offre aux hommes la capacité de transformer de façon positive la vie des individus, des communautés et de la planète au fil des générations. »

Emile Durkheim définit l'éducation comme l'action qui s'exerce par les personnes adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale, avec le but de développer des états physiques, intellectuelles et moraux chez l'enfant[7].

L'éducation est aussi défini comme l'ensemble des activités menées harmonieusement et de manière programmée, visant la formation des apprenants, le développement de leur curiosité et du sens de l'observation, la conscience des enjeux autour des problématiques essentielles, l'appropriation des savoirs fondamentaux, la capacitation à l'auto-interrogation et au diagnostic sociétal, l'acquisition de méthodes et procédés pour résoudre les équations existentielles, la maîtrise des processus créatifs, l'appropriation d'une culture de discernement, d'auto-apprentissage, de formulation et de reformulation des problématiques[8].

Ces trois définitions montrent à suffisance combien l'éducation est un processus complexe découlant d'une vision du monde et de la situation spécifique de quelques individus. Outre sa complexité, il doit être harmonieux et programmé. Il incorpore à la fois l'instruction et le développement. Dans le cadre de cet article, nous retenons cette dernière définition au regard des éléments détaillés la constituant.

6. Ndia-Bintu KAYEMBE, Éducation au Congo-Kinshasa : Quelle évolution et quel avenir ? Une analyse à la lumière de «*La remise en question» de Mabika Kalanda*, Paris, Edition L'Harmattan, 2018, p. 368.
7. Laurent GUTIERREZ, « Roger Cousinet : un disciple d'Alfred Binet en pédagogie » *in Bulletin de psychologie* (mars 2011), n°513, pp.227 à 232.
8. Jean KAZADI, Dogbeda TEYI & al. « FÉMINITÉS ET MASCULINITÉS. Guide sur leurs perceptions, significations et répercussions en milieu Congolais RDC à l'ère du VIH et SIDA », Conseil œcuménique des Eglises, 2019

Le Système Educatif Congolais (SEC) est conçu et décrété par l'Etat, sous la houlette du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP en sigle). Il comporte quatre niveaux, à savoir le cycle de la maternelle qui est facultatif, du primaire et du secondaire qui prennent six ans chacun et celui du supérieur (université) qui dure 5 ans sans compter les études postuniversitaires. Notons qu'il existe également des centres de formation ici et là pour l'apprentissage des métiers. Ceux-ci sont tenus pour la plupart par des privés (ONG, ASBL, …).

Il est établi, selon les normes, qu'une classe de primaire devrait comporter en moyenne un effectif compris entre 26 et 50 élèves et les enseignements sont assurés par un seul enseignant. Cependant, ce nombre atteint parfois 80 ou plus suite à l'insuffisance d'infrastructures. Cette situation s'est aggravée avec l'avènement de la gratuité du cycle primaire décrétée par le président de la République en 2019. En secondaire, l'effectif varie entre 15 et 28 élèves par salle[9].

L'année scolaire est supposée commencer le premier lundi du mois de Septembre jusqu'au 02 Juillet de l'année suivante, et donc, située à cheval de deux années civiles. Ce, en temps normal, c'est-à-dire sans perturbation quelconque (conflits armés, grèves des enseignants, …). La fin d'un cycle est sanctionnée par un certificat pour le primaire et le professionnel, par un diplôme d'Etat pour le secondaire après des épreuves organisées par l'Etat. Au niveau universitaire, un diplôme est aussi délivré à la fin du cursus.

En réalité, l'éducation vise à développer un capital humain capable de faire face aux défis contemporains, selon la Banque Mondiale. En plus, une enquête de l'UNESCO révèle la nécessité pour chaque pays d'adopter une approche pluridimensionnelle et contextualisée, en vue de répondre aux besoins urgents de sa réalité. Dans cette perspective, il convient d'analyser froidement le système éducatif congolais pour voir s'il est vraiment à la hauteur et si les certificats et diplômes délivrés chaque année ont un quelconque impact sur le devenir du pays.

La RDC est un pays dont le sol et sous-sol sont potentiellement riches. Elle est pourtant classée parmi les quatre plus pauvres du monde, selon le rapport du FMI et de Global finance publié en 2024. Ce paradoxe suscite des questionnements. Cette infortune serait-elle causée par le système éducatif qui ne permet pas de relever les défis et enjeux actuels ?

1.3. Quelques défis du Système Educatif Congolais

- Le système éducatif de la RDC est en lui-même confronté à de nombreux défis, entre autres :
- L'insuffisance d'infrastructures, avec comme conséquence, des salles des classes surpeuplées ;

9. Magazine la Guarda/MCP, via *www.mediacongo.net* du 08.09.2023 (mediacongo.net ; consulté le 22.01.2025)

- L'inégalité des chances entre garçons et filles à accéder à l'éducation, principalement dans des milieux ruraux ;
- Les moyens financiers limités ou insuffisants qui engendrent une faible qualité de formation au regard de l'indécence du salaire et de la non qualification de plusieurs enseignants. ;
- Les enseignements fondamentaux sont abstraits et déconnectés des réalités congolaises (famines, pauvretés, insalubrités, embouteillages, habitations anarchiques, détournements des fonds publics, corruption, mal gouvernance généralisée, …) ;
- Le système éducatif démodé, ce qui justifie l'inadéquation ou l'incompatibilité entre la formation dispensée et les besoins du marché de l'emploi, et surtout, de l'économie ;
- Les conflits armés qui empêchent un bon nombre d'élèves de poursuivre normalement leur cursus scolaire ;
- Etc.

La nécessité de relever les défis en vue de rendre à l'éducation sa vocation et ses missions est un impératif, si le pays veut se développer.

2. IMPACT DU SYSTÈME ÉDUCATIF ACTUEL À LA LUMIÈRE DE L'ANALYSE PESTEL

Le pays fait face à beaucoup de défis qui sont en fait les sous-produits ou les effets indirects du système éducatif. Nous en relevons ici quelques-uns qui nous semblent majeurs. Pour ce faire, nous avons choisi l'analyse PESTEL pour les présenter.

2.1. Qu'est-ce que l'analyse PESTEL ?

Souvent utilisée dans la stratégie d'anticipation des impacts sur la performance, l'analyse PESTEL[10] permet l'identification et l'évaluation des facteurs externes qui influencent une entreprise. Ces facteurs sont d'ordre Politique, Economique, Socio-culturel, Technologique, Ecologique et Légal. Créée par Francis Aguilar, l'analyse PESTEL servait initialement à l'analyse de l'environnement d'une entreprise pour identifier les opportunités et les menaces. C'est un outil de prise de décision stratégique en vue de s'adapter à l'évolution du marché. De nos jours, il est appliqué non seulement à l'entreprise mais aussi aux organisations diverses pour comprendre l'évolution de l'environnement ou du contexte.

10. Thomas del MARMOL, « Le modèle PESTEL : Analyse son environnement pour mieux anticiper », Paris, Format kindle, 2015, p. 36.

2.2. Quelques défis actuels de la société congolaise

En le cas de besoin, nous nous servirons de cette analyse pour évoquer quelques défis auxquels fait face la société congolaise. Du point de vue :

- **Politique** : le pays fait face à une instabilité politique depuis le 30 juin 1960. Les conflits armés à répétition avec plus de 6,4 millions des personnes déplacées notamment à l'Est du pays, des femmes violées et traumatisées à vie, plus de 10 millions de morts.
- **Economique** : l'insécurité alimentaire, à peu près 25,6 millions de personnes sont concernées, d'après le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ce, malgré les 80% des terres arables. Le taux de chômage des jeunes estimé à 78% en 2021 expliqué par l'inadéquation existant entre l'éducation et les différentes opportunités d'emploi [11] ;
- **Socio-culturel** : la population de la RDC est croissante avec un taux estimé à 3,3% en 2022, qui dépasse même celui du continent qui s'élève à 2,5%[12]. La population avoisinait déjà 106 millions en 2023 avec une projection de 117 millions en 2028, majoritairement constituée des jeunes qui représentent environ 66%[13]. Parlant de l'éducation, le taux des filles qui terminent leur cursus est faible, soit 16,8% selon la Banque Mondiale (Octobre 2024) ; les conflits armés augmentent les violences sexuelles, les inégalités salariales, les antivaleurs érigées en valeurs ; les injustices socio-économiques (écarts des salaires entre les mieux payés et les mal-rémunérés) ; la constitution du pays est calquée sur les modèles étrangers, …
- **Technologique** : tous nos supports technologiques sont importés (ordinateurs, téléphones, …), les contenus des enseignements en RDC sont inadaptés et démodés. Très peu actualisés, avec des matériaux didactiques vétustes ou obsolètes, plusieurs enseignements sont dispensés pendant plusieurs années sans aucune mise à jour. A l'ère de l'l'Intelligence Artificielle (IA) (ChatGPT, DeepSeek,), notre système éducatif n'est pas encore remis à jour et ne s'interroge aucunement sur les métiers qui sont menacés de disparition.
- **Ecologique** : un environnement insalubre ; la pollution sonore, de l'air, voire de la nappe phréatique ; les produits pharmaceutiques impropres à la consommation étant donné leurs conditions de conservation ou qui sont déjà périmés ; l'utilisation excessive des engrais chimiques, …

11. Nakuno BALEMBA, « Déterminants du chômage des jeunes en RDC : une analyse Empirique de 2021-2020 » *in Journal of Academic Finance*, vol.14 N°1 Spring 2023.
12. Jacques EMINA, « la RDC connait l'une des croissances démographiques les plus rapides au monde : pourquoi ce n'est pas une bonne nouvelle », *in https/theconversation* 2024 (consulté le 28/01/2025 à 8h32').
13. UNFPA dans Dividendes démographiques sur *drc.unfpa.org*

- **Légal** : les décisions de l'Etat sont parfois conditionnées par les influences externes (la Constitution, les prix de nos matières premières, la reconnaissance de nos produits pharmaceutiques, …).

Au vu de ce qui précède, il y a urgence de repenser notre système éducatif en vue de répondre à tous ces problèmes qui menacent tout un peuple depuis des décennies.

3. ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTÈME ÉDUCATIF ACTUEL ET LE SYSTÈME ÉDUCATIF ALTERNATIF

Ce point se chargera de donner un aperçu général de ce que nous comprenons par un système éducatif alternatif libérateur que nous prônons pour terminer par un tableau comparatif de ces deux systèmes.

3.1. Système éducatif alternatif libérateur

Nous entendons par système éducatif alternatif celui qui serait capable de relever les équations existentielles auxquelles chaque société est confrontée. Car, la pertinence d'un système éducatif réside dans sa capacité à diagnostiquer les données multisectorielles, à formuler les hypothèses, à vérifier en laboratoire la véracité des interprétations, et à proposer des réponses susceptibles de résoudre les problèmes sociétaux. Ces différentes propositions sont stipulées évidemment en termes de vision, d'objectifs poursuivis, de priorité, d'urgence, de chronogramme (court, moyen et long terme), de ressources humaines, stratégiques et opérationnelles nécessaires pour atteindre les résultats escomptés.

En effet, tout système éducatif africain, et notamment congolais, qui ne constitue pas une réponse contextualisée aux enjeux de l'ère, pourrait malheureusement ne s'avérer qu'une collaboration inconsciente et indirecte à la stratégie esclavagiste moderne des néo colonisateurs. C'est à juste titre que le penseur congolais Mabika Kalanda[14], dans son livre intitulé « La remise en question : base de la décolonisation mentale », doute que l'éducation congolaise, qui en son temps, n'était calculée que sur l'éducation coloniale, ne puisse être pour notre pays un véritable levier de développement. Etant donné que le nouvel état indépendant avait des besoins et ambitions différents de son maître d'hier, il ne pouvait pas ne pas s'en suivre un curriculum nouveau, adapté au nouveau contexte. Dans cette perspective, Mabika Kalanda suggère de dé-modéliser l'éducation coloniale et de réinventer une éducation congolaise authentique. La ré-modélisation et la réinvention de l'éducation nous sont également proposées par Paulo Freire comme une approche éducative révolutionnaire visant à libérer les opprimés de leur condition[15].

14. Pierre MABIKA KALANDA, *La remise en question : base de la décolonisation mentale*, Éditions Remarques africaines, Rép. du Congo, 1967, 205 pages.
15. Paulo FREIRE, La Pédagogie des opprimés, *Editions Agone*, France, 2021, p. 111.

L'Education alternative libératrice est aussi celle de la grande figure de l'éducation congolaise, en occurrence Clotilde Meüs, RSCJ Belge, 47 ans d'expérience et de travail intellectuel acharné dans l'enseignement en RDC. Ce personnage prend part aux commissions de réforme des programmes scolaires. Et à cette occasion, elle reçoit la charge de composer les anthologies pour les 5ème et 6ème secondaires. Après avoir quitté le service immédiat de l'enseignant, elle créa une équipe pour concevoir un cours de civisme destiné aux élèves de l'école primaire et au secondaire.

Clotilde Meüs se révèle dans sa manière de faire comme celle qui, consciente des limites du programme scolaire, tente de proposer une éducation alternative libératrice et promotrice de la démocratie. En prônant la réflexion, le dialogue avec les auteurs, l'autonomie des élèves, l'importance du travail personnel par des questions qui accompagnaient chaque texte, et de surcroît l'appropriation des idées véhiculées par des grands penseurs, son approche pédagogique favorisait dès lors un apprentissage holistique et émancipateur.

Le choix des textes proposés aux enseignants et élèves, notamment dans les manuels scolaires, est une illustration de la vision du monde qu'elle véhiculait. Par exemple, elle propose aux jeunes élèves un texte de Pierre Teilhard de Chardin intitulé : « Etre plus, c'est savoir plus ». Ce texte enseigne aux jeunes esprits non seulement la primauté du savoir sur l'avoir, mais également que le savoir est un pouvoir qui ouvre notre esprit aux horizons de l'univers. N'est-ce pas que savoir c'est pouvoir. « Mon peuple périt faute des connaissances », dixit Osée 4,6 dans la sainte Bible.

Comme l'écrivait Kä Mana, l'éducation alternative libératrice est celle qui prône la rééducation de l'imaginaire africain en vue de surmonter la crise identitaire et culturelle du continent. Kä Mana souligne également l'importance des mythes et des récits-forces pour construire une nouvelle conscience et un nouvel homme africain, capable de rêver grand et d'inventer son futur[16].

16. Godefroid Kä Mana, (*Re) découvrir les mythes, Développer le pouvoir créateur des sociétés africaines*, Editions Pole Institute, 2023, p.160.

3.2. Analyse comparative entre les systèmes éducatifs actuel et alternative

Pour réaliser cette comparaison, inspirons-nous de la matrice PESTEL explique mieux les deux systèmes du point de vue résultat.

Matrice PESTEL	Système Educatif actuel	Système éducatif alternatif libérateur
Politique	- On apprend l'Histoire et la Géographie du monde sans apprendre préalablement les nôtres. (Les Chinois, Américains, Japonais, Coréens, … n'apprennent pas l'Histoire de la RDC) ; - Des concepts insensés sont enseignés aux élèves pour inconsciemment les maintenir dans un statut de pays sous-développés ou en voie de développement, pays pauvres très endettés, tiers monde, quart-monde ; - Des enseignants ne sont que des répétiteurs des anciens schémas qui n'apportent pas de solutions à nos problèmes ; ex. : guerre de l'Est ; faim, etc. - Les définitions qui sont données à certains concepts ne correspondent pas à nos idéaux traditionnels : pouvoir, capital. - Le népotisme international est érigé en système via le système des Nations Unies, le FMI, la Banque Mondiale, ...	- Solutionneurs par ex. récitations qui véhiculent le patriotisme, … - L'invention, l'innovation, … détermine la grandeur d'une personne et d'une Nation. - Les enfants d'un Dieu créateur ne peuvent pas ne pas être des inventeurs, des créateurs, des ingénieurs, pour résoudre les équations existentielles. - le pouvoir est service communautaire - La méritocratie est une règle d'or - L'enrichissement au détriment de la communauté est un crime.

Economique	- Les enseignements dispensés sont censés générer la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le chômage, la consommation accrue des produits importés, la tendance à aller à l'étranger acheter des marchandises à revendre localement - Aucune éducation financière n'est enseignée aux apprenants. Les grands et petits diplômés ignorent des notions simples comme le budget, l'épargne, l'investissement, l'entrepreneuriat, la responsabilité sociétale des entreprises, le nantissement, le crédit bancaire, les différentes assurances, les charges sociales, les impôts	-Soutien aux créateurs des richesses, notamment ceux qui transforment ou conservent les productions agropastorales -Promotion de la culture Entrepreneuriale, d'innovation - Les citoyens sont les premiers Consommateurs des produits locaux. - L'éducation financière est enseignée dans tous les cycles d'enseignement - Les Techniques de production, de conservation, de transformation et de commercialisation sont enseignées et vulgarisées.
Socioculturel	-Modèle éducatif incompatible avec les réalités congolaises ; - Acquisition des connaissances et des diplômes qui ne permettent pas de s'auto-prendre en charge ; - On a plusieurs diplômés sans compétence et qui, parfois, ne savent quasiment pas lire et encore moins écrire ou transcrire une pensée. - Inégalité de chance entre fille et garçon quant à l'éducation (surtout en zones rurales) ; - Les moyens de communication de masse enseignent la délinquance, le banditisme, la violence, le crime organisé, et cela produit le phénomène Kuluna, ; -Ennemis de la patrie : corruption, détournement, traîtrise, …	- Il existe un Curriculum éducatif, régulièrement mis à jour, qui prend en compte tous les aspects de la vie locale puis globale des apprenants, des parents, de l'école, du pays, du cadre de vie ; - L'école priorise l'appropriation des savoirs fondamentaux ; -L'égalité de chance est donnée à tous quant à l'éducation ; -Les Féminités et masculinités positives sont encouragées ; - Les initiateurs des projets socioculturels sont soutenus ; - le patriotisme est promu et sanctionné positivement

Technologique	- L'apprentissage technologique est quasiment inexistant - Les élèves apprenant les techniques sont considérés comme moins doués - Les écoles supérieures et universités à orientation technique ou technologique ne sont quasiment pas équipées et plusieurs enseignants ne sont que des théoriciens - Il n'y a pas de structures d'encadrement pour des petits génies qui pullulent dans nos quartiers - les élèves du primaire et du secondaire sont technologiquement analphabètes ou à la limite de simples utilisateurs (Consommateurs)	-Promotion, appui et accompagnement du génie créateur congolais ; - Rapprochement entre le monde de l'emploi et le milieu scolaire et/ou universitaire ; - Les fonds de dotation sont promus et mis à la disposition des vrais chercheurs. - Les fondations sont encouragées.
Ecologique	Inconscience généralisée face aux enjeux environnementaux Les écoles et universités ne sont pas modèles en matière de salubrité et d'excellence écologique Les solutions les plus primaires de recyclage et de transformations des déchets en matières premières ne sont pas vulgarisées Les arbres sont coupés sans penser au reboisement Le réchauffement climatique est vécu fatalement par la population qui semble insouciante et inconsciente.	-Promotion des Solutionneurs qui proposent des réponses pertinentes aux enjeux actuels : Ex. : que faire devant les ordures, les embouteillages, … -Conservation et protection de l'environnement ; - Vulgarisation de l'économie circulaire et de l'énergie solaire.
Légal	- Modèle des textes calqués sur l'étranger ; - Adoption des textes incompatibles avec les enjeux de l'heure ; - Prise des décisions sous contrainte étrangère.	- Modèle des textes ancrés dans la réalité congolaise ; - Adoption des textes compatibles avec les enjeux de l'heure ; - Prise des décisions avec liberté et souveraineté.

CONCLUSION

Cet article est une matière à réflexion pour tous les acteurs de l'éducation, en particulier les RSCJ qui sont invitées à trouver des mécanismes idoines pour s'assurer que leur noble mission dans le secteur éducatif est toujours libératrice et promotrice de la dignité humaine. Il est vrai que la mission est au cœur de leur existence. Ainsi, leur chapitre général 2024 convie les RSCJ à évaluer leur présence, leurs apostolats et à discerner les moyens possibles qui donneront de l'énergie et du dynamisme à leur vie et à leur mission[17]. Au regard des défis auxquels le système éducatif en vigueur fait face, en l'occurrence, l'inadéquation de l'éducation actuelle et les défis contemporains, il est plus que temps que les RSCJ Congolaises trouvent des alternatives pour renouer avec le sens profond de leur mission, celle du développement intégral de l'apprenant et de la société.

Il s'agit de trouver des voies et moyens pédagogiques qui soient transmetteurs de ce que les anglophones appellent « empowerment ». Ce qui peut se traduire par l'« empouvoirement » ou la capacitation multisectorielle de tous les apprenants de nos établissements. Cet « empowerment » devrait cibler tous les aspects importants de la vie : économique, financier, politique, sanitaire, spirituel, technologique, scientifique, idéologique, …. A défaut, nous continuerons à produire simplement des 'intellectuels' que Paulo Freire qualifie de « bancaires » où le savoir est dicté, inhibant la créativité et la conscience critique des élèves.

Cette petite réflexion peut servir de sonnette d'alarme pour les RSCJ qui doivent être des femmes en quête de l'excellence. S'inspirant entre autres de la stratégie de Clotilde Meüs, elles sont appelées à trouver des voies et moyens, à côté du système établi, de ressusciter le génie créateur qui dort paisiblement dans chaque Congolais. A titre d'exemple : remplacer certaines récitations traditionnelles de Jean de La Fontaine par les formules des résolutions des problèmes (les plantes qui soignent, l'insalubrité, les pollutions, les embouteillages, le recyclage des déchets, …). A l'instar de Madeleine Sophie BARAT, la fondatrice de la congrégation des RSCJ, qui disait : « Le temps change, changeons avec lui ». Elle nous invite à être des femmes de notre temps qui font l'histoire et la réinvente selon les circonstances. ■

17. Chapitre Général 2024 de la congrégation des RSCJ, Août 2024 à Nemi/Italie, P.33.